



29 OCTOBRE, 14 NOVEMBRE... 5 DÉCEMBRE ET TOUS LES JOURS

sante-secu-social.npa2009.org

Dénonçant depuis plus de 7 mois les conditions de travail et d'accueil à l'hôpital, les grévistes des Services d'Accueil et d'Urgences se sont coordonnés au niveau national. Et la mobilisation s'élargit notamment aux services de SAMU-SMUR et aux médecins de tous services regroupés derrière le Collectif Inter-Hôpitaux (CIH). Différents services de l'hôpital se déclarent en grève dans plusieurs villes : des services de médecine générale, de maternité, des EHPAD. Et le secteur de la psychiatrie très mobilisé l'année dernière participe aux Assemblées Générales et aux manifestations. Tous exigent des moyens supplémentaires conséquents, pas de simples réorganisations : **PLUS DE PERSONNELS, PLUS DE MOYENS, PLUS DE LITS et DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.**

29 OCTOBRE

Le 29 octobre, a été voté à l'assemblée nationale en 1ère lecture le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) qui suit l'ONDAM (Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie). Cette année encore, et malgré l'explosion de colère, 4,2 milliards d'euros seront encore ponctionnés sur la santé et l'enveloppe hospitalière est encore revue à la baisse, elle n'augmentera que de 2,1% alors qu'il faudrait plus de 4% pour maintenir les moyens existants.

DANS LE PRIVÉ AUSSI

Des pétitions circulent dans les laboratoires privés, contre les menaces de fusion, entraînant des licenciements et encore une diminution de l'accès aux soins. Dans les cliniques privées, des voix se font entendre également. En juin dernier, les salariés d'une clinique de SSR de Pierrefitte-sur-Seine (93) étaient en grève pour plus de personnel et plus de salaires.

14 NOVEMBRE

Le 14 novembre, le Collectif Inter-Urgences (CIU), le Collectif Inter-Hôpitaux (CIH) et plusieurs Organisations Syndicales appellent à une mobilisation nationale des hospitaliers et du secteur de la Santé. Une montée nationale à Paris est prévue ainsi que des mobilisations locales en

fonction des possibilités. Il est vital d'être nombreux à nous montrer et nous exprimer durant cette journée de mobilisation générale. Pour cela nous devons porter nos revendications de terrain et nous coordonner à partir de la base le plus rapidement possible.

DÉGRADATION DES CONDITIONS D'EXISTENCES

Nos conditions de travail tuent chaque jour dans les hôpitaux, à la SNCF, à La Poste, chez les agriculteurs, dans l'éducation nationale, dans les usines ou en Uber... Et nos conditions d'existence sont de plus en plus difficiles : accès au logement, accès aux soins, à la santé, à l'éducation, aux transports... C'est ce qu'a dénoncé pendant des mois le coup de colère des Gilets Jaunes. Et on devrait encore travailler plus longtemps avec moins. Il y a 2 semaines à la suite d'un accident de train potentiellement dramatique en raison du manque de personnel, les roulants de la SNCF ont « déposé le sac », et se sont mis en grève sur leur lieu de travail. Les travailleurs de la RATP se sont massivement mis en grève contre la réforme des retraites le 24 septembre dernier. Leurs syndicats donnent rendez-vous le 5 décembre. En déclarant « Je ferai tout pour qu'il n'y ait pas ces blocages, ... je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance » Macron montre sa crainte face à la montée de la colère sociale, aussi sa détermination à ne rien céder. C'est seulement en nous mobilisant avec force, tous ensemble, en bloquant l'économie que nous le ferons reculer.

NOTRE COLÈRE EST LÉGITIME

Le système dans lequel nous vivons, le système capitaliste ne recherche que le profit individuel, en exploitant les êtres humains et la nature. Aujourd'hui travailleurs de la santé, de la SNCF, de l'éducation nationale, de la RATP, de l'automobile, de l'agriculture, étudiants, chômeurs et retraités, défendons nos intérêts communs.

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2020 : LA LIQUIDATION DE LA SÉCU EST « EN MARCHÉ »

Les députés viennent d'achever l'examen et le vote du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2020, il sera ensuite débattu au Sénat.

Le gouvernement est resté «droit dans ses bottes» et a maintenu sa décision d'économiser cette année encore 4,2 milliards sur les dépenses de santé. Les quelques gestes qui seront faits pour les uns, se feront sur le dos des autres. Les fermetures de lits, de services, d'établissements de proximité vont continuer. 5000 postes doivent être créés en EHPAD, quand il en faudrait 200 000 pour atteindre la norme jugée indispensable de 1 salarié pour 1 résident. A ce rythme il faudrait 40 pour y parvenir !

Quant aux retraités, malgré les légers débloquages obtenus par le mouvement des gilets jaunes pour les plus petites retraites (réduction de la CSG, réindexation sur la hausse des prix), la plupart d'entre continueront de voir le pouvoir d'achat de leur pensions diminuer.

EN FINIR AVEC LA « SÉCU »

Mais le PLFSS 2020 ne se contente pas d'imposer de nouveaux reculs. Macron veut transformer la protection sociale en une assistance aux plus pauvres gérée par l'État. et pour cela la Sécurité sociale doit disparaître. La loi de financement de la sécurité sociale 2020 s'inscrit dans cette perspective.

Le pouvoir a d'abord obligé la Sécurité sociale à assurer

le financement des mesures «Gilets Jaunes» (exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires ou sur la prime de fin d'année ; pas de compensation de la diminution de la CSG), qu'il a refusé d'imposer au patronat sous forme d'augmentations de salaires. Il a ainsi créé de toutes pièces un «déficit».

Lors du débat parlementaire, il s'est ensuite refusé, malgré les demandes de députés, y compris de la majorité à faire assurer la compensation de ces mesures par l'État, comme le prévoit loi dite «Veil» de 1994. Pour le justifier, le ministre Darmanin n'a pas hésité à déclarer : « pour les Français, c'est la même poche, les mêmes impôts, la même dépense ».

C'est clairement assumer que les cotisations des assurés sociaux, peuvent être détournées de leur but (financer les retraites, la santé...) pour être utilisées à d'autres objectifs, ou pour boucher n'importe quel déficit budgétaire selon les choix du moment du gouvernement.

En cohérence avec le projet de réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage désormais sous la coupe de l'État, le PLFSS montre la volonté du pouvoir d'en finir au plus vite avec la Sécurité sociale dont la défense est le trait d'union des grands combats qui s'annonce dans la santé ou pour les retraites.

